

## Capitalisme en mutation

PAR ISABELLE CASSIERS (\*)

Mis en ligne le 30/11/2001

-----

**Les conséquences économiques des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis sont nombreuses. Certaines se sont déjà largement manifestées. D'autres s'annoncent pour les mois qui viennent**

### CHRONIQUE

À plus long terme et plus fondamentalement, la commotion du 11 septembre pourrait agir comme un catalyseur, accélérer les transformations en cours du capitalisme et leur faire prendre un nouveau tournant. En atteignant le coeur de la finance et de la défense américaines, symboles de l'orientation contemporaine du capitalisme, les attentats ont déstabilisé l'économie mondiale. Les conséquences les plus immédiates sont connues : repli de la bourse, crises sectorielles - aéronautique, assurances, tourisme - impliquant faillites et licenciements, chute de la productivité due aux alertes bio-terroristes, augmentation des frais de sécurisation aux dépens de l'investissement productif, perte de confiance des consommateurs. Le retournement de conjoncture préexistant aux attentats s'est mué en récession, qui pour la première fois depuis des décennies touche simultanément les États-Unis, l'Europe, le Japon, l'Amérique latine et le sud-est asiatique.

Certes, l'orientation à la baisse des prix pétroliers adoucit la crise, mais qui oserait écarter le risque d'un choc semblable à celui de 1973 ? La flambée des prix de l'or noir, qui a déstabilisé nos économies, n'avait-elle pas des racines politiques plongées dans le ressentiment des pays arabes à l'égard des États-Unis, accusés d'épouser la cause israélienne ? Le contexte géopolitique actuel ne permet pas d'exclure de nouveaux chocs à venir.

Face à la menace de récession, les réponses de politique économique ont été rapides. La Fed et la BCE ont agi vite et, fait inhabituel, de concert. L'Europe considère son pacte de stabilité avec plus de souplesse. Les États-Unis sont en passe d'investir près de cent milliards de dollars dans la sécurité et le soutien de la demande. Ces politiques de sauvetage des secteurs en difficulté et de vigoureuse relance keynésienne, réponse pragmatique des pouvoirs publics confrontés à une crise aiguë, sont en totale contradiction avec le discours libéral prévalant depuis un quart de siècle.

Au même moment, le citoyen américain dérouter se tourne vers un État qu'il espère providentiel, dans un réflexe qui semblait révolu. Et là, peut-être, faut-il lire l'amorce d'un tournant, d'une évolution dans la conception des rapports entre État et Marché.

Bien sûr, on trouve dans les années passées maints exemples de politiques keynésiennes menées par des gouvernements professant leur confiance dans le libre jeu des marchés. Mais la situation actuelle comporte du neuf, par l'ampleur des interventions requises, par la brutalité du choc du 11 septembre et la peur qu'il suscite, par la révélation du caractère indispensable d'une coopération internationale face à une menace terroriste désormais toujours latente.

De tout temps, les lois économiques et les pensées qui les théorisent ont été influencées par des événements d'ordre socio-politiques. Ce sont des chocs d'une telle nature qui marquent les plus grands tournants de l'histoire du capitalisme. En Belgique, les grèves ouvrières dramatiques de 1886 ont ouvert la porte à la législation du travail, qui a bouleversé le rapport salarial. Dans toute l'Europe, l'horreur des tranchées de la première guerre mondiale a légué un sentiment de fraternité transcendant les classes sociales et favorisé l'avènement du suffrage universel, porteur de protection sociale et d'une avancée dans le partage des revenus. La deuxième guerre mondiale, plus encore que la première, nous a fait tolérer l'idée

d'une ingérence forte de l'État dans l'économie. La menace du bloc communiste a fait évoluer nos régimes socio-économiques conflictuels vers des "économies consensuelles", la gestion paritaire des fruits de la croissance prenant le pas sur la lutte des classes, tandis que les désaccords initiaux sur la nature même du système économique s'estompaient. C'est sur ces bases qu'ont émergé les ingrédients majeurs d'une croissance économique tout à fait exceptionnelle durant "l'âge d'or du capitalisme" (1948-73) : concertation sociale, hausse des salaires, sécurité sociale, interventions constantes de l'État dans la répartition des revenus, la construction d'infrastructures, l'éducation, la gestion du cycle économique. Au milieu des années septante, l'épuisement des gains de productivité, les désordres monétaires internationaux et les chocs pétroliers se sont conjugués pour produire une crise économique majeure, dont l'impossible résolution à court terme a jeté le discrédit sur les modes de régulation antérieurs et favorisé la montée d'une vague néo-libérale sans précédent.

Nos régimes économiques et sociaux ont connu depuis lors, et sur cette base, de profondes modifications : libéralisation des mouvements de capitaux, révolution des technologies de l'information et de la communication, dérégulation du marché du travail, privatisations et restrictions du champ d'intervention des pouvoirs publics. L'ensemble de ces transformations, qu'englobe le terme relativement flou de "globalisation", s'est soldé par un accroissement des inégalités, au sein des économies développées d'une part, entre le Nord et le Sud d'autre part. Dans les pays les plus riches, outre l'essor des revenus financiers, c'est la dérégulation du marché du travail, couplée au rétrécissement de la protection sociale, qui a creusé les écarts de revenu. À l'échelle mondiale, c'est "le mélange des politiques de libéralisation commerciale orchestrées par l'OMC et des politiques économiques restrictives imposées par le FMI qui a créé un cocktail aux effets dramatiques pour les pays en développement", comme le rappelait récemment le prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz.

Ces transformations récentes du capitalisme ont incontestablement renforcé l'hégémonie américaine et la prévalence d'une logique financière qui dicte sa loi à l'ensemble de la planète. Or les attentats du 11 septembre dévoilent soudainement les pieds d'argile du géant. L'appauvrissement relatif - et parfois absolu - des pays du Sud, mieux révélé aujourd'hui par l'extension des médias, enfonce des milliards d'êtres humains dans un sentiment de détresse et d'injustice. La richesse financière de certaines de leurs élites, alimentée par des gains spéculatifs, fournit les moyens d'une contestation de la suprématie américaine, perçue comme un outrage aux valeurs et à la culture des peuples. Le secret bancaire, tradition établie en faveur des nantis de l'Occident, révèle à ceux-ci son côté pervers, lorsqu'il permet d'armer, en toute discrétion, les ennemis du régime dominant. Les nouvelles technologies de l'information, qui ont nourri la croissance aux États-Unis et témoignent de la puissance innovatrice de ces derniers, ont aussi ouvert des espaces et fourni des moyens d'action qui échappent largement au contrôle démocratique. Enfin, les attentats révèlent aujourd'hui que les privatisations et la dérégulation des marchés ont, dans certains secteurs tels que l'aviation et la santé, dégradé la sécurité et altéré la fiabilité des services. Nonobstant leur richesse, les occidentaux découvrent la fragilité de leur existence.

Chacune de ces faiblesses renvoie à une faille majeure de l'orientation récente du capitalisme. Cette faille comporte deux faces indissociables : l'absence d'un sentiment de solidarité et de commune participation aux fruits de la croissance d'une part, l'inadéquation du contrôle politique sur les forces économiques d'autre part. L'histoire économique montre que l'horreur peut générer des sursauts de solidarité et de création institutionnelle, porteurs de développement économique et social. L'Occident en a largement profité pendant les trente années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. Un défi analogue nous est lancé aujourd'hui, plus vaste et plus complexe, puisqu'il doit englober la planète entière. Le drame du 11 septembre, mieux que de savants discours, devrait convaincre de l'absurdité d'un système où l'État capitule devant le Marché; les classes dirigeantes sont peut-être en voie de comprendre l'urgente nécessité d'un contrôle politique accru et d'une meilleure gouvernance mondiale, soudain facilités par la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme; les opinions publiques, auxquelles chacun de nous participe, parviendront peut-être à orienter cette gouvernance vers un objectif de solidarité et de progrès social élargis, sans lequel notre système prend le risque du chaos.

(\*) Chercheur qualifié du FNRS, professeur d'économie à l'UCL, IRES